



Nuvei annonce ses résultats du troisième trimestre de 2024

Nuvei présente ses résultats en dollars américains et conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

MONTRÉAL, LE 12 NOVEMBRE 2024 – Nuvei Corporation (« Nuvei » ou la « société ») (Nasdaq : NVEI) (TSX : NVEI), la société de technologie financière canadienne, a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024.

« Nous sommes heureux d'annoncer les résultats financiers du troisième trimestre, qui soulignent l'expansion rapide de nos activités avec un volume total en hausse de 27 % et des produits des activités ordinaires en hausse de 17 % d'un exercice à l'autre. Avec de tels résultats, nous sommes bien positionnés pour réaliser notre croissance cible au cours des trimestres et des exercices à venir, alors que nous offrons une valeur plus distinctive avec notre plateforme mondiale de solutions de paiement », a déclaré Philip Fayer, président du conseil et chef de la direction de Nuvei. « Nos activités demeurent très rentables, les marges du troisième trimestre reflétant des investissements opportunistes visant à accroître notre présence mondiale. Alors que notre projet de transformation en société fermée est en voie de se concrétiser, nous exécutons déjà un plan de création de valeur très attrayant, et nous avons entamé le processus d'ajout de plus de 300 nouveaux rôles dans nos équipes de produits, de technologie et de services commerciaux » a conclu M. Fayer.

Faits saillants financiers pour le trimestre clos le 30 septembre 2024 par rapport à 2023 :

- Le volume total^{a)} a augmenté de 27 %, passant de 48,2 G\$ à 61,3 G\$;
- Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 17 %, passant de 304,9 M\$ à 357,6 M\$;
- Le résultat net a augmenté pour se chiffrer à 17,2 M\$, comparativement à une perte nette de 18,1 M\$;
- Le BAIIA ajusté^{b)} a diminué de 2 %, passant de 110,7 M\$ à 108,8 M\$;
- Le résultat net ajusté^{b)} a diminué de 8 % pour s'établir à 52,3 M\$, comparativement à 56,8 M\$;
- Le résultat net dilué par action a augmenté pour se chiffrer à 0,10 \$, comparativement à une perte nette par action diluée de 0,14 \$;
- Le résultat net ajusté dilué par action^{b)} a diminué de 13 %, passant de 0,39 \$ à 0,34 \$;
- Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement^{b)} a diminué de 97,5 M\$ à 92,6 M\$.

Faits saillants financiers pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024 par rapport à 2023 :

- Le volume total^{a)} a augmenté de 30 %, passant de 141,2 G\$ à 183,1 G\$;
- Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 20 %, passant de 868,4 M\$ à 1 038,2 M\$;
- Le résultat net ajusté a augmenté pour s'établir à 17,8 M\$, comparativement à une perte nette de 14,8 M\$;
- Le BAIIA ajusté^{b)} a augmenté de 7 %, passant de 317,3 M\$ à 340,4 M\$;

- Le résultat net ajusté^{b)} a diminué de 1 % pour s'établir à 177,4 M\$, comparativement à 179,3 M\$;
- Le résultat net dilué par action a augmenté pour se chiffrer à 0,08\$, comparativement à une perte nette diluée par action de 0,14 \$;
- Le résultat net ajusté dilué par action^{b)} a diminué de 4 %, passant de 1,21 \$ à 1,16 \$;
- Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement^{b)} a augmenté de 4 %, passant de 277,0 M\$ à 288,0 M\$;
- Les dividendes en trésorerie déclarés ont totalisé 42,3 M\$.

^{a)} Le volume total ne représente pas les produits des activités ordinaires gagnés par la société, mais plutôt la valeur totale en dollars des transactions traitées par les commerçants en vertu d'une entente contractuelle avec la société. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

^{b)} Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté dilué par action et le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières et des ratios non conformes aux IFRS. Ces mesures ne sont pas des mesures reconnues par les IFRS et n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS; par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Opération proposée de transformation en société fermée

Comme il a été annoncé précédemment, la société a conclu, le 1^{er} avril 2024, une convention d'arrangement définitive visant sa transformation en société fermée avec Advent International (« Advent »), l'un des investisseurs en capital-investissement les plus importants et les plus expérimentés au monde et un investisseur de longue date dans le secteur des paiements, avec le soutien des actionnaires canadiens existants Philip Fayer, certains fonds d'investissement gérés par Novacap Management Inc. et la Caisse de dépôt et placement du Québec, dans le cadre d'une opération entièrement en espèces portant la valeur d'entreprise de la société à environ 6,3 G\$ (l'« opération proposée »). Advent fera l'acquisition de la totalité des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et des actions à droit de vote multiple (collectivement, les « actions ») qui ne sont pas des actions de roulement¹, pour un prix de 34,00 \$ par action, qui sera réglé en espèces. Ce prix représente une prime attrayante et considérable d'environ 56 % par rapport au cours de clôture des actions à droit de vote subalterne sur le Nasdaq Global Select Market (« Nasdaq ») le 15 mars 2024, dernier jour de bourse avant les rapports des médias concernant une opération potentielle impliquant la société, et une prime d'environ 48 % par rapport au cours moyen pondéré en fonction du volume sur 90 jours des actions à droit de vote subalterne à cette date.

¹ Philip Fayer, Novacap et la CDPQ (ainsi que les entités qu'ils contrôlent directement ou indirectement, collectivement, les « actionnaires de roulement ») ont accepté de transférer environ 95 %, 65 % et 75 %, respectivement, de leurs actions (les « actions de roulement ») et devraient recevoir au total environ 560 M\$ en espèces pour les actions vendues à la clôture. Philip Fayer, Novacap et la CDPQ devraient détenir ou contrôler indirectement environ 24 %, 18 % et 12 %, respectivement, du capital de la société

L'opération proposée sera mise en œuvre par le biais d'un plan d'arrangement en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'opération proposée a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire tenue le 18 juin 2024 et a été approuvée par les tribunaux le 20 juin 2024. Elle demeure assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment les principales approbations des autorités de réglementation (dont la majeure partie ont été reçues et (ou) pour lesquelles le délai d'attente a expiré en date des présentes, un nombre limité d'approbations demeurant en suspens), et elle n'est assujettie à aucune condition de financement; en supposant que toutes les principales approbations des autorités de réglementation requises sont reçues en temps utile, sa clôture devrait avoir lieu au cours du quatrième trimestre de 2024.

Une fois l'opération réalisée, on s'attend à ce que les actions à droit de vote subalterne soient radiées de la cote de la Bourse de Toronto et de la cote du Nasdaq, et à ce que Nuvei cesse d'être un émetteur assujetti dans la totalité des provinces ou des territoires du Canada applicables et révoque l'inscription des actions à droit de vote subalterne auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « SEC »).

Dividende en trésorerie

Nuvei a annoncé aujourd'hui que son conseil d'administration avait autorisé et déclaré un dividende en trésorerie de 0,10 \$ par action à droit de vote subalterne et action à droit de vote multiple, à payer le 12 décembre 2024 aux actionnaires inscrits au 26 novembre 2024. Le montant total du dividende devrait s'élever à environ 14 M\$ et sera financé par la trésorerie disponible de la société. Conformément au plan d'arrangement, les actionnaires ont droit aux dividendes pour lesquels la date de clôture des registres est antérieure à la date de prise d'effet de l'opération proposée. Si l'opération proposée est réalisée avant la date de clôture des registres, aucun dividende ne sera versé. Par conséquent, un paiement de dividende aura lieu le 12 décembre 2024 si l'opération proposée n'est pas réalisée avant la date de clôture des registres du 26 novembre 2024.

La société, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale ou territoriale similaire, désigne les dividendes déclarés pour le trimestre clos le 30 septembre 2024 et les dividendes futurs comme des dividendes déterminés. En outre, la société entend déclarer ces dividendes en tant que dividendes aux actionnaires américains aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral des États-Unis. Sous réserve des restrictions applicables, les dividendes versés à certains actionnaires américains qui ne sont pas des sociétés peuvent être imposés comme un revenu provenant de dividendes admissibles (qualified dividend income) et peuvent donc être imposés aux taux s'appliquant aux gains en capital à long terme. Un actionnaire américain doit consulter son conseiller au sujet de ce dividende, notamment en ce qui concerne les dispositions de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis relatives au dividende extraordinaire (extraordinary dividend).

fermée qui en résultera. Les pourcentages et le montant du produit en espèces attendu sont fondés sur la position de trésorerie présumée actuelle et sont susceptibles d'être modifiés en fonction des liquidités générées avant la clôture.

La déclaration, le moment, le montant et le versement des dividendes futurs demeurent à la discrétion du conseil d'administration, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Information prospective » du présent communiqué de presse.

Conférence téléphonique, perspectives financières et objectifs de croissance

Compte tenu de l'opération proposée, Nuvei ne tient plus de conférences téléphoniques sur les résultats et ne présente plus les perspectives financières ou les objectifs de croissance.

À propos de Nuvei

Nous sommes Nuvei (Nasdaq : NVEI) (TSX : NVEI), la société canadienne de technologie financière accélérant les activités des clients partout dans le monde. La technologie modulaire, flexible et évolutive de Nuvei permet à des entreprises de premier plan d'accepter les modes de paiement de nouvelle génération, d'offrir un éventail complet de modes de règlement et de bénéficier de services d'émission de cartes, d'opérations bancaires et de gestion du risque et de la fraude. Connectant les entreprises à leurs clients dans plus de 200 marchés, avec l'acquisition locale dans 50 marchés, 150 devises et 720 modes de paiement alternatifs, Nuvei met à la disposition de ses clients et partenaires la technologie et l'information dont ils ont besoin pour réussir à l'échelle locale et mondiale grâce à une seule intégration.

Pour de plus amples renseignements, visitez www.nuvei.com.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Nuvei ont été établis conformément aux IFRS publiées par l'IASB et s'appliquant à la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*. Dans le présent communiqué de presse, il est fait référence à des mesures financières non conformes aux IFRS, à des ratios financiers non conformes aux IFRS et à des mesures financières supplémentaires, à savoir le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté de base par action, le résultat net ajusté dilué par action, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et le volume total. Ces mesures ne sont pas des mesures reconnues par les IFRS et n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS; par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information supplémentaire destinée à compléter les mesures établies conformément aux IFRS en vue de favoriser une meilleure compréhension de nos résultats d'exploitation de notre point de vue. Ces mesures ne doivent donc pas être prises en considération isolément ni être considérées comme pouvant remplacer, aux fins d'analyse, les états financiers de la société établis conformément aux IFRS. Ces mesures sont présentées afin de fournir aux investisseurs des informations supplémentaires permettant d'évaluer notre rendement d'exploitation et elles font donc ressortir des tendances de nos activités que les mesures conformes aux IFRS seules ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes financiers, les investisseurs et les autres parties intéressées ont fréquemment recours à ces mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières pour évaluer les émetteurs. Nous utilisons également ces mesures afin de faciliter les

comparaisons de rendement d'une période à l'autre, de préparer les budgets d'exploitation et prévisions annuels et d'établir les composantes de la rémunération de la direction. Nous estimons que ces mesures sont des mesures supplémentaires importantes de notre rendement, du fait principalement que ces mesures, tout comme d'autres mesures similaires, sont communément utilisées par les parties prenantes du secteur des technologies de paiement pour évaluer le rendement d'exploitation sous-jacent d'une société.

Mesures financières non conformes aux IFRS

BAIIA ajusté : Nous utilisons le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement d'exploitation, en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Le BAIIA ajusté est défini comme étant le résultat net avant les charges financières (le recouvrement), les produits financiers, la dotation aux amortissements, la charge d'impôt sur le résultat, les coûts d'acquisition, les coûts d'intégration et les indemnités de départ, les paiements fondés sur des actions et les cotisations sociales connexes, la perte (le profit) de change et les règlements juridiques et autres.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement (que nous désignons comme étant l'acquisition d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles) comme indicateur supplémentaire de notre rendement d'exploitation.

Résultat net ajusté : Nous utilisons le résultat net ajusté comme indicateur du rendement et de la rentabilité des activités dans le cadre de notre structure fiscale et de notre structure du capital actuelles. Le résultat net ajusté est défini comme étant le résultat net avant les coûts d'acquisition, les coûts d'intégration et les indemnités de départ, les paiements fondés sur des actions et les cotisations sociales connexes, la perte (le profit) de change, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et la charge ou le produit d'impôt se rapportant à ces éléments. Le résultat net ajusté exclut également la variation de la valeur de rachat des actions ordinaires et privilégiées classées à titre de passifs, la variation de la juste valeur du passif au titre des rachats d'actions et l'amortissement accéléré des frais de financement différés et des règlements juridiques et autres.

Ratios financiers non conformes aux IFRS

Résultat net ajusté de base et dilué par action : Nous utilisons le résultat net ajusté de base et dilué par action comme indicateur du rendement et de la rentabilité de nos activités par action. Le résultat net ajusté de base et dilué par action correspond au résultat net ajusté diminué du résultat net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, divisé par le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions ordinaires en circulation pour la période, respectivement. Le nombre d'attributions fondées sur des actions utilisé dans le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation pour calculer le résultat net ajusté dilué par action est déterminé à l'aide de la méthode du rachat d'actions conformément aux IFRS.

Mesures financières supplémentaires

Nous surveillons les indicateurs de rendement clés suivants pour nous aider à évaluer notre entreprise, à mesurer notre rendement, à reconnaître les tendances qui influencent nos activités, à formuler des plans d'affaires et à prendre des décisions stratégiques. Nos indicateurs de rendement clés peuvent être calculés d'une manière qui diffère des indicateurs de rendement clés similaires utilisés par d'autres sociétés.

Volume total : Nous sommes d'avis que le volume total est un indicateur du rendement de notre entreprise. Le volume total et d'autres mesures similaires sont communément utilisés par les parties prenantes du secteur des paiements pour évaluer le rendement d'une société. Nous définissons le volume total comme la valeur totale en dollars des transactions traitées au cours de la période par les clients en vertu d'un accord contractuel conclu avec nous. Le volume total ne représente pas les produits des activités ordinaires que nous avons gagnés. Le volume total comprend le volume d'acquisition, qui suppose des mouvements de fonds dans le cycle des transactions de règlement, et le volume lié à nos services technologiques et de passerelle, qui suppose la prestation de ces services sans mouvements de fonds dans le cycle des transactions de règlement, ainsi que la valeur totale en dollars des transactions traitées au titre des méthodes de paiement alternatives et des paiements. Étant donné que nos produits des activités ordinaires se composent principalement des produits tirés du volume de ventes et des services de transaction générés par les ventes quotidiennes des commerçants et par divers services à valeur ajoutée fournis à nos clients, une fluctuation du volume total aura généralement des effets sur nos produits des activités ordinaires.

Information prospective

Le présent communiqué de presse renferme de l'information prospective et des énoncés prospectifs (collectivement, l'« information prospective ») au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Cette information prospective peut notamment comprendre de l'information concernant nos objectifs et les stratégies visant à les atteindre, ainsi que de l'information concernant nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. On reconnaît cette information prospective à l'emploi de mots ou d'expressions, utilisés à la forme affirmative ou négative, tels que « peut », « devrait », « pourrait », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « anticiper », « planifier », « prévoir », « croire » et « continuer », ainsi qu'à l'emploi de mots ou d'expressions de nature semblable, notamment à la mention de certaines hypothèses, bien que l'information prospective ne contienne pas toujours ces mots et expressions. Plus particulièrement, sont considérés comme de l'information prospective les renseignements portant sur nos attentes concernant les résultats, le rendement, les réalisations, les perspectives, les occasions ou les marchés dans lesquels nous sommes présents, les attentes à l'égard de l'évolution du secteur et à l'égard de la taille et des taux de croissance de nos marchés potentiels, nos projets commerciaux et stratégies de croissance, les occasions de commercialisation de nos solutions, les attentes à l'égard des occasions de croissance et de ventes croisées, et l'intention de conquérir une part croissante de nos marchés potentiels, le coût et la réussite de nos efforts de vente et de marketing, l'intention de développer nos relations actuelles, de pénétrer davantage nos marchés verticaux, de conquérir de nouveaux marchés géographiques ainsi que d'étendre et d'augmenter la pénétration des marchés internationaux, l'intention de réaliser des acquisitions triées sur le volet et de mener à bien leur

intégration, ainsi que les retombées, les réductions de coûts, les synergies et les avantages que nous attendons de ces acquisitions, y compris l'acquisition de Paya, les futurs investissements dans notre entreprise et les dépenses d'investissement prévues à cet effet, notre intention d'innover, de nous démarquer et d'améliorer sans cesse notre plateforme et nos solutions, le rythme prévu des mesures législatives en cours régissant les activités et les secteurs réglementés, nos atouts concurrentiels et notre position dans le secteur, les attentes concernant nos produits des activités ordinaires, la répartition de ceux-ci et la capacité de nos solutions à les générer et les attentes concernant nos marges et notre rentabilité future, ainsi que les énoncés concernant l'opération proposée avec Advent International L.P., avec le soutien des actionnaires canadiens existants Philip Fayer, certains fonds d'investissement gérés par Novacap Management Inc. et la Caisse de dépôt et placement du Québec, y compris le calendrier proposé et les différentes étapes envisagées dans le cadre de l'opération, et les énoncés concernant les plans, les objectifs et les intentions de Philip Fayer, de certains fonds d'investissement gérés par Novacap Management Inc., de la Caisse de dépôt et placement du Québec ou d'Advent. Les incertitudes économiques et géopolitiques, notamment les guerres et conflits régionaux, y compris les répercussions possibles des sanctions, pourraient également exacerber l'incidence de certains facteurs mentionnés dans le présent rapport de gestion.

En outre, tout énoncé faisant référence à des attentes, à des intentions, à des projections ou à d'autres descriptions d'événements ou de circonstances futurs renferme de l'information prospective. Les énoncés qui renferment de l'information prospective ne constituent pas des faits historiques, mais véhiculent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements ou des circonstances futurs.

L'information prospective repose sur les opinions et les hypothèses de la direction, ainsi que sur les informations dont elle dispose actuellement, notamment en ce qui concerne les hypothèses concernant les cours de change, la concurrence, le contexte politique et la performance économique de chaque région où la société exerce ses activités; ainsi que la conjoncture économique et la situation concurrentielle qui prévalent dans notre secteur, y compris les hypothèses suivantes : a) la société continuera d'exécuter efficacement ses principales priorités stratégiques de croissance sans que les perturbations macroéconomiques ou géopolitiques portent préjudice à ses activités, à sa situation financière, à ses résultats financiers ou à sa liquidité, ou à ceux des clients avec qui elle fait affaire, ou qu'elles entraînent une baisse importante de la demande de ses produits et services; b) la conjoncture économique des marchés, régions et secteurs verticaux de base de la société, y compris les dépenses des consommateurs et les taux d'emploi, demeurera à des niveaux avoisinant les niveaux actuels; c) les hypothèses à l'égard des cours de change des monnaies étrangères et des taux d'intérêt, y compris l'inflation; d) la société pourra continuer à gérer efficacement sa croissance; e) la société sera en mesure de continuer à attirer et à maintenir en poste les talents et les membres clés du personnel dont elle a besoin pour mener à bien ses projets et ses stratégies à l'échelle nationale et internationale, notamment dans les domaines de la vente, du marketing, du soutien après-vente et des activités liées aux produits et aux technologies; f) la société sera en mesure de repérer, de conclure, d'intégrer et de réaliser avec succès les avantages prévus des acquisitions passées, récentes ou futures et d'en gérer les risques; g) aucun changement défavorable

ne surviendra en matière législative ou réglementaire; h) la capacité de la société à améliorer et à modifier ses capacités en matière de conformité au fur et à mesure que la réglementation évolue ou qu'elle pénètre de nouveaux marchés ou offre de nouveaux produits ou services; i) la capacité continue de la société d'accéder à des liquidités et à des sources de financement, y compris d'obtenir du financement par emprunt ou par titres de capitaux propres à des conditions satisfaisantes; et j) aucun changement défavorable ne surviendra dans la législation fiscale en vigueur. Sauf indication contraire, l'information prospective ne tient pas compte de l'incidence que pourraient avoir les fusions, acquisitions, cessions ou autres opérations de regroupement d'actifs susceptibles d'être annoncées ou conclues après la date du présent rapport de gestion. Bien que l'information prospective contenue dans le présent communiqué de presse soit fondée sur ce que la direction croit être des hypothèses raisonnables, les investisseurs sont avertis de ne pas se fier indûment à cette information, car les résultats réels pourraient s'en écarter.

L'information prospective fait intervenir des risques et des incertitudes connus et inconnus, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la société, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus par cette information prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux décrits en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la société et à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (le « rapport de gestion »), tels que : les risques liés à nos activités, au secteur et à l'incertitude économique générale; l'évolution rapide de notre secteur et les changements qui s'y produisent; la concurrence intense, tant dans notre secteur que de la part d'autres fournisseurs de paiement; les difficultés liées à la mise en œuvre de notre stratégie de croissance; les difficultés à élargir notre portefeuille de produits et à accroître notre présence sur le marché; l'incidence des variations des cours de change, des taux d'intérêt, des habitudes de dépenses des consommateurs et d'autres facteurs macroéconomiques sur les clients et sur nos résultats; les difficultés à étendre notre présence dans de nouveaux marchés étrangers et à poursuivre notre croissance dans nos marchés actuels; les difficultés à conserver les clients existants, à augmenter les ventes à ceux-ci et à attirer de nouveaux clients; le fait que nous dépendons de partenaires externes pour distribuer certains de nos produits et services; les risques liés aux futurs acquisitions, partenariats ou coentreprises; les difficultés soulevées par la conjoncture économique et politique, les cycles économiques et le risque de crédit lié à nos clients, comme les conflits entre la Russie et l'Ukraine et au Moyen-Orient et les sanctions économiques qui en découlent; la survenance d'une catastrophe naturelle, d'une épidémie de grande ampleur, d'une pandémie ou d'un autre événement semblable; nos antécédents de pertes nettes et les investissements importants que nous continuons à effectuer dans notre entreprise; notre niveau d'endettement; la difficulté à obtenir du financement ou à en obtenir selon des modalités avantageuses; la difficulté à maintenir le même taux de croissance au fur et à mesure que notre entreprise gagne en maturité et à évaluer nos perspectives d'avenir; l'inflation; les difficultés soulevées par le fait qu'un nombre important de nos clients sont de petites et moyennes entreprises (« PME »); le degré de concentration des clients et des secteurs dans lesquels ceux-ci exercent leurs activités; le respect des exigences des réseaux de paiement; la dépendance à l'égard des banques acquéreuses et des réseaux de paiement et le respect des exigences de ces derniers; les difficultés liées au remboursement des rejets de débit pour les transactions de nos clients; les passifs financiers liés à

l'incapacité de nos clients (commerçants) à satisfaire aux exigences; le fait que nous détenons des comptes bancaires auprès de banques situées dans de multiples territoires et dépendons de nos partenaires bancaires pour maintenir ces comptes; la baisse de l'utilisation des modes de paiement électronique; la perte de membres clés du personnel ou les difficultés à embaucher du personnel qualifié; la détérioration des relations avec nos employés; une dépréciation d'une partie importante des immobilisations incorporelles ou du goodwill; des augmentations de frais des réseaux de paiement; le détournement par nos employés de fonds relatifs aux opérations destinés à des utilisateurs finaux; les fraudes de la part des clients, de leurs clients ou d'autres personnes; la couverture offerte par nos polices d'assurance; l'efficacité de nos politiques et procédures en matière de gestion des risques afin de réduire notre exposition aux risques; l'intégration de nos services à une variété de systèmes d'exploitation, de logiciels, de matériel, de navigateurs Web et de réseaux; les coûts et les répercussions des litiges en cours ou à venir; diverses prétentions telles que l'embauche illicite de membres du personnel de concurrents, le recours illégal à des renseignements confidentiels de tiers par nos employés, consultants ou sous-traitants, ou l'utilisation illégale par nos employés de renseignements commerciaux appartenant à un ancien employeur; la détérioration de la qualité des produits et services offerts; la gestion efficace de notre croissance; l'incidence des variations saisonnières sur nos résultats d'exploitation; les changements apportés aux normes comptables; les estimations et les hypothèses prises en compte dans l'application des méthodes comptables; les risques associés au fait de détenir moins que la totalité des droits de contrôle à l'égard de certaines de nos filiales et participations; les difficultés liées à notre structure de société de portefeuille; les répercussions des changements climatiques; le développement de l'IA et son intégration dans nos activités, de même que les risques liés à la propriété intellectuelle et à la technologie, les risques liés aux incidents de sécurité des données, y compris les cyberattaques, les virus informatiques et les autres menaces, qui peuvent entraîner une interruption des services ou une responsabilité éventuelle; les difficultés liées à la conformité réglementaire dans les territoires où nous exerçons des activités, en raison de lois et de règlements locaux complexes, contradictoires et évolutifs et de poursuites judiciaires, et les risques liés à nos actions à droit de vote subalterne. Ces risques et incertitudes comprennent également, sans toutefois s'y limiter, en ce qui concerne l'opération proposée avec Advent, l'incapacité des parties d'obtenir les approbations nécessaires des autorités réglementaires ou de remplir les conditions nécessaires à la réalisation de l'opération, l'incapacité des parties d'obtenir ces approbations ou de remplir ces conditions en temps opportun, des coûts de transaction importants ou des obligations inconnues, l'incapacité de réaliser les avantages prévus de l'opération et la conjoncture économique générale. L'incapacité d'obtenir les approbations nécessaires des autorités réglementaires ou l'incapacité des parties de satisfaire par ailleurs les conditions liées à la réalisation de l'opération ou de réaliser l'opération pourrait faire en sorte que l'opération ne soit pas réalisée ou qu'elle ne le soit pas selon les modalités prévues. En outre, si l'opération n'est pas réalisée et que la société reste une entité cotée en bourse, il existe des risques que l'annonce de l'opération proposée et l'affectation de ressources substantielles de la société à la réalisation de l'opération aient une incidence sur ses relations commerciales et stratégiques (notamment avec des employés, des clients, des fournisseurs et des partenaires futurs et potentiels), ses résultats d'exploitation et ses activités en général. Elles pourraient également nuire de manière importante à ses activités, à sa situation financière et à ses perspectives

actuelles et futures. De plus, dans certaines circonstances, la société pourrait être tenue de payer une indemnité de résiliation conformément aux modalités de la convention d'arrangement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation ainsi que sur sa capacité à financer ses perspectives de croissance et ses activités actuelles.

Notre politique en matière de dividendes est laissée à la discrétion du conseil d'administration. Toute décision future de déclarer des dividendes en trésorerie sur nos titres sera prise à la discrétion de notre conseil, sous réserve du respect des lois canadiennes applicables, et dépendra d'un certain nombre de facteurs, notamment notre situation financière, nos résultats d'exploitation, nos besoins en capitaux, nos restrictions contractuelles (y compris les clauses restrictives de nos facilités de crédit), le contexte commercial général et d'autres facteurs que notre conseil peut juger pertinents. En outre, notre capacité à verser des dividendes et à procéder à des rachats d'actions sera soumise aux lois applicables et aux restrictions contractuelles prévues par les instruments régissant notre dette, y compris notre facilité de crédit. Tout ce qui précède peut avoir pour conséquence de restreindre les dividendes ou les rachats d'actions futurs.

En conséquence, l'information prospective qui figure dans le présent communiqué de presse est présentée sous réserve de la mise en garde qui précède, et rien ne garantit que les résultats et les événements que nous prévoyons se matérialiseront ni, s'ils se matérialisent en bonne partie, qu'ils auront les conséquences ou les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou à moins que le contexte n'exige une autre interprétation, l'information prospective figurant dans le présent communiqué de presse est formulée à la date du présent communiqué de presse ou à la date à laquelle il est déclaré qu'elle a été établie, selon le cas, et peut changer après cette date. Cependant, nous n'avons pas l'intention, ni l'obligation, ni le devoir de mettre à jour ou de modifier cette information prospective à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou pour toute autre raison, sauf si la loi applicable nous y oblige.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs

Chris Mammone, responsable des relations avec les investisseurs
IR@nuvei.com

Données tirées des états du résultat net et du résultat global

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

| | Trimestres clos les 30 septembre | | Périodes de neuf mois closes les 30 septembre | |
|--|--|-----------------|---|-----------------|
| | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits des activités ordinaires | 357 618 | 304 852 | 1 038 205 | 868 376 |
| Coût des ventes | 72 051 | 55 650 | 204 820 | 164 172 |
| Marge brute | 285 567 | 249 202 | 833 385 | 704 204 |
| Frais de vente et charges générales et administratives | 239 108 | 217 282 | 697 701 | 633 655 |
| Résultat d'exploitation | 46 459 | 31 920 | 135 684 | 70 549 |
| Produits financiers | (1 163) | (2 713) | (2 551) | (9 049) |
| Charges financières | 29 045 | 30 053 | 88 648 | 77 839 |
| Charges financières nettes | 27 882 | 27 340 | 86 097 | 68 790 |
| Perte (profit) de change | (6 572) | 13 033 | 10 933 | 520 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 25 149 | (8 453) | 38 654 | 1 239 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 7 914 | 9 667 | 20 878 | 16 031 |
| Résultat net | 17 235 | (18 120) | 17 776 | (14 792) |
| Autres éléments du résultat global, après impôt | | | | |
| Établissements à l'étranger – écart de conversion | 8 483 | 1 257 | 11 097 | (2 753) |
| Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couvertures de flux de trésorerie | (7 187) | (1 008) | (628) | (1 008) |
| Reclassement en résultat net de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couvertures de flux de trésorerie | (742) | — | (1 747) | — |
| Résultat global | 17 789 | (17 871) | 26 498 | (18 553) |
| Résultat net attribuable aux éléments suivants : | | | | |
| Porteurs d'actions ordinaires de la société | 15 364 | (19 814) | 11 966 | (19 669) |
| Participation ne donnant pas le contrôle | 1 871 | 1 694 | 5 810 | 4 877 |
| | 17 235 | (18 120) | 17 776 | (14 792) |
| Résultat global attribuable aux éléments suivants : | | | | |
| Porteurs d'actions ordinaires de la société | 15 918 | (19 565) | 20 688 | (23 430) |
| Participation ne donnant pas le contrôle | 1 871 | 1 694 | 5 810 | 4 877 |
| | 17 789 | (17 871) | 26 498 | (18 553) |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | | | | |
| De base | 141 954 687 | 139 138 382 | 140 736 389 | 139 209 728 |
| Dilué | 148 450 964 | 139 138 382 | 147 468 942 | 139 209 728 |
| Résultat net par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société | | | | |
| De base | 0,11 | (0,14) | 0,09 | (0,14) |
| Dilué | 0,10 | (0,14) | 0,08 | (0,14) |

Données tirées des états consolidés de la situation financière
(en milliers de dollars américains)

| | 30 septembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|-------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Actif | | |
| Actifs courants | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 138 027 | 170 435 |
| Créances clients et autres débiteurs | 134 397 | 105 755 |
| Stocks | 3 194 | 3 156 |
| Charges payées d'avance | 20 999 | 16 250 |
| Impôt à recevoir | 994 | 4 714 |
| Partie courante des actifs sur contrat | 1 738 | 1 038 |
| Autres actifs courants | 692 | 7 582 |
| Total des actifs courants avant les fonds distincts | 300 041 | 308 930 |
| Fonds distincts | 1 513 544 | 1 455 376 |
| Total des actifs courants | 1 813 585 | 1 764 306 |
| Actifs non courants | | |
| Immobilisations corporelles | 39 033 | 33 094 |
| Immobilisations incorporelles | 1 331 859 | 1 305 048 |
| Goodwill | 1 989 858 | 1 987 737 |
| Actifs d'impôt différé | 5 125 | 4 336 |
| Actifs sur contrat | 866 | 835 |
| Dépôts auprès de fournisseurs de services de traitement de paiements et autres dépôts | 5 411 | 4 310 |
| Autres actifs non courants | 36 820 | 35 601 |
| Total de l'actif | 5 222 557 | 5 135 267 |

Données tirées des états consolidés de la situation financière
(en milliers de dollars américains)

| | 30 septembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|---|-------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Passif | | |
| Passifs courants | | |
| Dettes fournisseurs et autres créditeurs | 196 793 | 179 415 |
| Impôt sur le résultat exigible | 20 684 | 25 563 |
| Partie courante des facilités de prêt et emprunts | 6 833 | 12 470 |
| Autres passifs courants | 11 780 | 7 859 |
| Total des passifs courants avant le montant à payer à des commerçants | 236 090 | 225 307 |
| Montant à payer à des commerçants | 1 513 544 | 1 455 376 |
| Total des passifs courants | 1 749 634 | 1 680 683 |
| Passifs non courants | | |
| Facilités de prêt et emprunts | 1 241 175 | 1 248 074 |
| Passif d'impôt différé | 126 581 | 151 921 |
| Autres passifs non courants | 9 477 | 10 374 |
| Total du passif | 3 126 867 | 3 091 052 |
| Capitaux propres | | |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires | | |
| Capital-actions | 2 016 003 | 1 969 734 |
| Surplus d'apport | 362 249 | 324 941 |
| Déficit | (255 226) | (224 902) |
| Cumul des autres éléments du résultat global | (34 734) | (43 456) |
| | 2 088 292 | 2 026 317 |
| Participation ne donnant pas le contrôle | 7 398 | 17 898 |
| Total des capitaux propres | 2 095 690 | 2 044 215 |
| Total du passif et des capitaux propres | 5 222 557 | 5 135 267 |

Données tirées des états consolidés des flux de trésorerie
(en milliers de dollars américains)

| Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre | 2024 | 2023 |
|---|------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Résultat net | 17 776 | (14 792) |
| Ajustements au titre des éléments suivants : | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 13 244 | 10 739 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 100 696 | 89 386 |
| Amortissement des actifs sur contrat | 1 159 | 1 176 |
| Paielements fondés sur des actions | 65 297 | 105 484 |
| Charges financières nettes | 86 097 | 68 790 |
| Perte de change | 10 933 | 520 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 20 878 | 16 031 |
| Profit sur le regroupement d'entreprises | (4 013) | — |
| Perte sur cession | 551 | — |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | (31 509) | (3 473) |
| Intérêts payés | (85 216) | (69 298) |
| Intérêts reçus | 18 838 | 9 921 |
| Impôt sur le résultat payé, déduction faite de l'impôt reçu | (43 463) | (32 208) |
| | 171 268 | 182 276 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise | (1 185) | (1 379 778) |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (12 020) | (7 879) |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | (40 355) | (32 371) |
| Acquisition de commissions de revendeurs | (56 704) | (20 318) |
| Disposition (acquisition) d'autres actifs non courants | 468 | (31 223) |
| Diminution nette des dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements | 3 472 | — |
| Diminution nette des avances consenties à des tiers | — | 245 |
| | (106 324) | (1 471 324) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Actions rachetées et annulées | — | (56 042) |
| Produit de l'exercice d'options sur actions | 16 029 | 7 728 |
| Remboursement de facilités de prêt et emprunts | (49 154) | (112 840) |
| Produit de facilités de prêt et emprunts | — | 852 000 |
| Frais de financement liés aux facilités de prêt et emprunts | (249) | (14 650) |
| Paielement d'obligations locatives | (5 138) | (3 965) |
| Dividendes versés aux actionnaires | (42 275) | (13 907) |
| Dividende versé par une filiale au titre de la participation ne donnant pas le contrôle | (16 310) | — |
| | (97 097) | 658 324 |
| Effet des variations des cours de change sur la trésorerie | (255) | 37 |
| Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (32 408) | (630 687) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 170 435 | 751 686 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | 138 027 | 120 999 |

Rapprochement du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement avec le résultat net

(en milliers de dollars américains)

| | Trimestres clos les 30 septembre | | Périodes de neuf mois closes les 30 septembre | |
|---|--|-----------------|---|-----------------|
| | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Résultat net | 17 235 | (18 120) | 17 776 | (14 792) |
| Charges financières | 29 045 | 30 053 | 88 648 | 77 839 |
| Produits financiers | (1 163) | (2 713) | (2 551) | (9 049) |
| Dotation aux amortissements | 39 105 | 36 544 | 113 940 | 100 125 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 7 914 | 9 667 | 20 878 | 16 031 |
| Coûts d'acquisition et d'intégration et indemnités de départ ^{a)} | 7 675 | 5 120 | 24 295 | 37 000 |
| Paiements fondés sur des actions et cotisations sociales connexes ^{b)} | 15 416 | 34 102 | 70 158 | 106 423 |
| Perte (profit) de change | (6 572) | 13 033 | 10 933 | 520 |
| Règlements juridiques et autres ^{c)} | 131 | 3 014 | (3 663) | 3 192 |
| BAIIA ajusté | 108 786 | 110 700 | 340 414 | 317 289 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | (16 233) | (13 205) | (52 375) | (40 250) |
| BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement | 92 553 | 97 495 | 288 039 | 277 039 |

a) Ces charges se rapportent :

- i) aux honoraires de professionnels, aux frais juridiques, aux frais de consultation, aux frais comptables ainsi qu'aux autres frais liés à nos activités d'acquisition et de financement, y compris les charges liées à l'opération proposée. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, ces charges se sont élevées à 2,4 M\$ et à 16,8 M\$ (3,4 M\$ et 23,0 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023). Ces charges sont présentées au poste « Honoraires de professionnels » dans les frais de vente et charges générales et administratives;
- ii) à la rémunération liée aux acquisitions. Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023, ces charges se sont établies respectivement à 0,7 M\$ et à 2,4 M\$ et à 0,6 M\$ et à 3,5 M\$. Ces charges sont présentées au poste « Rémunération des employés » dans les frais de vente et charges générales et administratives;
- iii) à la variation de la contrepartie d'achat différée relative aux entreprises acquises antérieurement. Aucun montant n'a été comptabilisé pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023. Ces montants sont présentés au poste « Ajustement de la contrepartie conditionnelle » dans les frais de vente et charges générales et administratives;
- iv) aux indemnités de départ et aux coûts d'intégration, qui ont été de 4,6 M\$ et de 5,1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (1,1 M\$ et 10,6 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023). Ces coûts sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives et le coût des ventes.

b) Ces charges sont comptabilisées relativement à des options sur actions et à d'autres attributions faites dans le cadre de régimes d'attributions fondées sur des actions, ainsi que les cotisations sociales connexes qui sont directement attribuables aux paiements fondés sur des actions. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, ces charges se composent des paiements fondés sur des actions sans effet de trésorerie de 14,9 M\$ et de 65,3 M\$ (34,0 M\$ et 105,5 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023), ainsi que des cotisations sociales connexes de 0,5 M\$ et de 4,9 M\$ (0,1 M\$ et 0,9 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023).

c) Ces charges représentent principalement des règlements juridiques et des coûts juridiques connexes, ainsi que des profits, des pertes et des provisions hors trésorerie et certains autres coûts. Ces charges sont présentées dans les frais de vente et charges générales et administratives. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, le profit représente essentiellement un profit sur le regroupement d'entreprises de 4,0 M\$.

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté de base et dilué par action avec le résultat net

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

| | Trimestres clos les 30 septembre | | Périodes de neuf mois closes les 30 septembre | |
|--|--|-----------------|---|-----------------|
| | 2024 \$ | 2023 \$ | 2024 \$ | 2023 \$ |
| Résultat net | 17 235 | (18 120) | 17 776 | (14 792) |
| Variation de la juste valeur du passif au titre des rachats d'actions | — | — | — | 571 |
| Amortissement accéléré des frais de financement différés | — | — | 174 | — |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ^{a)} | 27 338 | 27 356 | 80 821 | 74 896 |
| Coûts d'acquisition et d'intégration et indemnités de départ ^{b)} | 7 675 | 5 120 | 24 295 | 37 000 |
| Paielements fondés sur des actions et cotisations sociales connexes ^{c)} | 15 416 | 34 102 | 70 158 | 106 423 |
| Perte (profit) de change | (6 572) | 13 033 | 10 933 | 520 |
| Règlements juridiques et autres ^{d)} | 131 | 3 014 | (3 663) | 3 192 |
| Ajustements | 43 988 | 82 625 | 182 718 | 222 602 |
| Charge d'impôt sur le résultat liée aux ajustements ^{e)} | (8 912) | (7 744) | (23 120) | (28 503) |
| Résultat ajusté | 52 311 | 56 761 | 177 374 | 179 307 |
| Résultat attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle | 1 871 | 1 694 | 5 810 | 4 877 |
| Résultat ajusté attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société | 50 440 | 55 067 | 171 564 | 174 430 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | 141 954 687 | 139 138 382 | 140 736 389 | 139 209 728 |
| De base | 148 450 964 | 142 386 834 | 147 468 942 | 143 632 801 |
| Dilué | | | | |
| Résultat ajusté par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société^{f)} | | | | |
| De base | 0,36 | 0,40 | 1,22 | 1,25 |
| Dilué | 0,34 | 0,39 | 1,16 | 1,21 |

a) Ce poste a trait à la dotation aux amortissements comptabilisée à l'égard des immobilisations incorporelles par suite du processus d'ajustement du coût d'achat lié aux sociétés et aux entreprises acquises et d'un changement de contrôle de la société.

b) Ces charges se rapportent :

- i) aux honoraires de professionnels, aux frais juridiques, aux frais de consultation, aux frais comptables ainsi qu'aux autres frais liés à nos activités d'acquisition et de financement, y compris les charges liées à l'opération proposée. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, ces charges se sont élevées à 2,4 M\$ et à 16,8 M\$ (3,4 M\$ et 23,0 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023). Ces charges sont présentées au poste « Honoraires de professionnels » dans les frais de vente et charges générales et administratives;
- ii) à la rémunération liée aux acquisitions. Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023, ces charges se sont établies respectivement à 0,7 M\$ et à 2,4 M\$ et à 0,6 M\$ et à 3,5 M\$. Ces charges sont présentées au poste « Rémunération des employés » dans les frais de vente et charges générales et administratives;
- iii) à la variation de la contrepartie d'achat différée relative aux entreprises acquises antérieurement. Aucun montant n'a été comptabilisé pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023. Ces montants sont présentés au poste « Ajustement de la contrepartie conditionnelle » dans les frais de vente et charges générales et administratives;

- iv) aux indemnités de départ et aux coûts d'intégration, qui ont été de 4,6 M\$ et de 5,1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 (1,1 M\$ et 10,6 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023). Ces coûts sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives et le coût des ventes.
- c) Ces charges sont comptabilisées relativement à des options sur actions et à d'autres attributions faites dans le cadre de régimes d'attributions fondées sur des actions, ainsi que les cotisations sociales connexes qui sont directement attribuables aux paiements fondés sur des actions. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, ces charges se composent des paiements fondés sur des actions sans effet de trésorerie de 14,9 M\$ et de 65,3 M\$ (34,0 M\$ et 105,5 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023), ainsi que des cotisations sociales connexes de 0,5 M\$ et de 4,9 M\$ (0,1 M\$ et 0,9 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023).
- d) Ces charges représentent principalement des règlements juridiques et des coûts juridiques connexes, ainsi que des profits, des pertes et des provisions hors trésorerie et certains autres coûts. Ces charges sont présentées dans les frais de vente et charges générales et administratives. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, le profit représente essentiellement un profit sur le regroupement d'entreprises de 4,0 M\$.
- e) Ce poste représente la charge d'impôt sur le résultat sur les ajustements imposables au moyen du taux d'impôt de la juridiction applicable.
- f) Le nombre d'attributions fondées sur des actions utilisé dans le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation pour calculer le résultat net ajusté dilué par action est déterminé à l'aide de la méthode du rachat d'actions conformément aux IFRS.

Ventilation des produits des activités ordinaires et des produits d'intérêts

(en milliers de dollars américains)

| | Trimestres clos les 30 septembre | | Périodes de neuf mois closes les 30 septembre | |
|--|--|---------|---|---------|
| | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement offerts aux commerçants | 347 224 | 302 616 | 1 012 461 | 862 064 |
| Autres produits des activités ordinaires | 3 722 | 2 236 | 9 459 | 6 312 |
| Produits d'intérêts | 6 672 | — | 16 285 | — |
| | 357 618 | 304 852 | 1 038 205 | 868 376 |